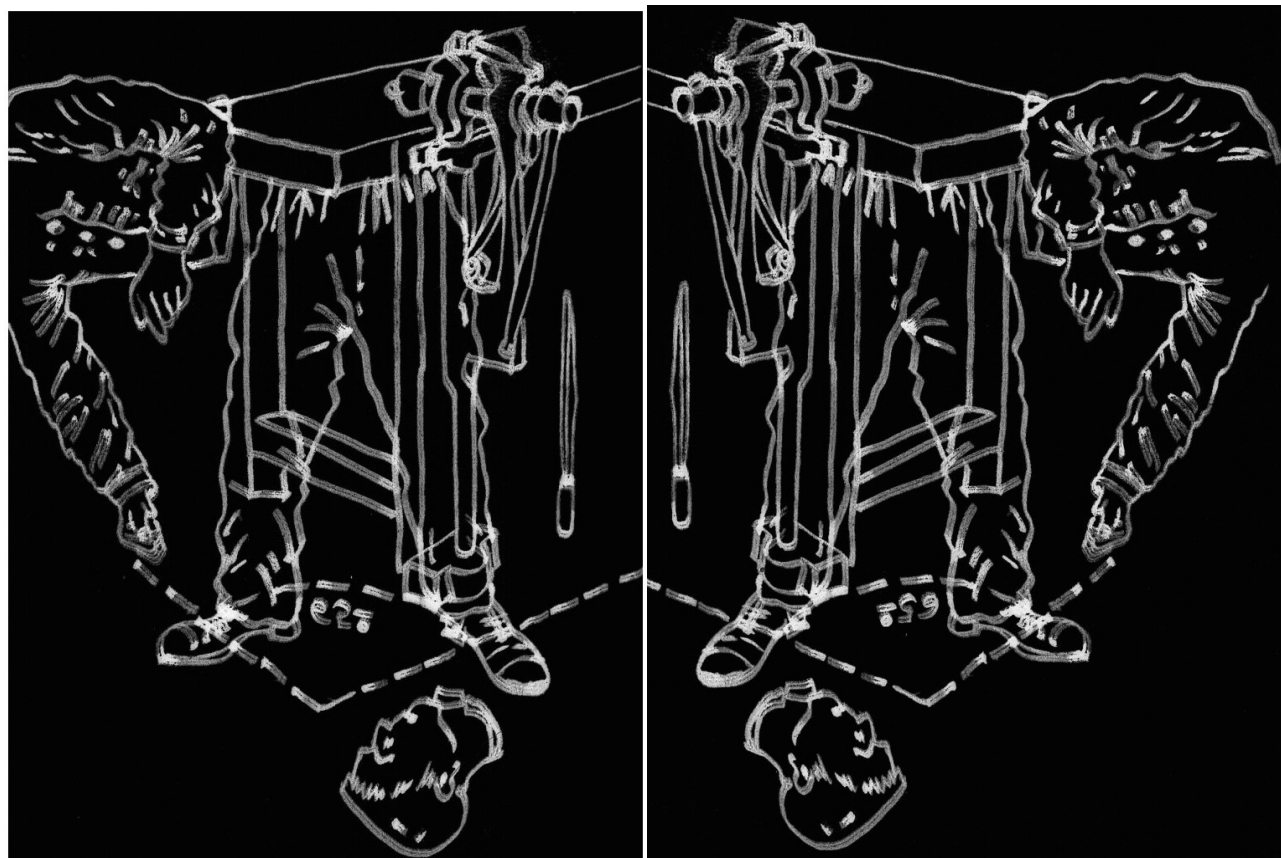


Sous le travail, l'activité

(« Version hypertexte »)



Ce qui suit est une version « améliorée » par des liens hypertextes du texte original. S'il s'agissait avant tout de souligner son actualité persistante, nous n'avons pas hésité non plus à faire quelques pas de côté, voire à prendre le contre-pied de l'auteur. Nous avons taché de ne recenser que des sources en français, ce qui bien évidemment a réduit le champ de références...



*Le travail est au cœur de la crise contemporaine**. Chacun peut voir que le principal objectif des classes dirigeantes est de réorganiser le travail de ceux qui ont un emploi et de le rendre plus productif, et de [trouver une occupation](#) à ceux qui n'en ont pas ou qui n'en auront plus quand le travail des premiers aura été restructuré. Mais aucun expert ne pourra jamais faire que le travail, même réorganisé, cesse d'être du [« travail »](#), c'est-à-dire un ensemble de gestes et d'actes accomplis en un lieu et en un temps [séparés du reste de la vie humaine](#). L'organisation du travail bute sur le *contenu* de ce qu'elle organise. On a trop séparé ce qu'on organise pour l'organiser aujourd'hui avec [l'efficience requise](#). L'organisation du travail est là pour gérer une séparation, non la supprimer.

Contrairement aux sociétés dites primitives, où non seulement on passait moins de temps qu'aujourd'hui à reproduire ses conditions d'existence, mais où l'on ne se posait pas la question de la [séparation travail-loisir](#), le capital a porté cette séparation à un degré inconnu et il a abouti à une société qui [démarque](#), [localise](#) et [circonscrit](#) rigoureusement le travail, le séparant du reste pour mieux [le mesurer](#), [le contrôler](#) et y contraindre.

Le capitalisme a toujours réussi à réenglober régulièrement le travail, après 1848, à la fin du XIXe siècle, après 1914-1918, après 1950, mais depuis vingt ans le travail industriel moderne est en crise. Nous vivons dans une période où un [nouvel englobement du travail](#) est nécessaire afin d'éviter une stagnation dangereuse pour l'ordre établi. La phase historique actuelle se caractérise par le hiatus entre [un travail et une activité](#) qu'il n'arrive plus à contenir, et où il ne réussit plus à s'alimenter.

Le conflit entre [l'organisation capitaliste du travail](#) et la réaction des travailleurs est *un moment de cette contradiction* : il ne la crée pas, c'est lui qui dépend d'elle. Contrairement aux divers courants de ce qu'on appelle [« l'autonomie »](#) et de ceux qu'elle inspire, nous prenons la question *en amont*. Avant l'organisation du travail, il faut considérer le travail lui même ; avant le taylorisme, le fordisme, le refus du travail ou la question du non-travail, il faut envisager *le mouvement de fond par lequel le travail est devenu la forme obligée de l'activité*. Aussi, afin de saisir (dans un texte ultérieur) la portée du refus du travail et celles des luttes des vingt dernières années, s'agit-il d'abord de prendre les choses de l'intérieur de cette bizarrerie appelée travail, même si la contradiction « interne » reste inséparable de sa remise en cause par les prolétaires.

Après des millénaires de spoliation de leurs actes par les sociétés de classe et cent cinquante ans de travail [régulé sur le modèle industriel](#), il est difficile de se faire une idée de ce que serait une activité humaine. Le travail ne s'oppose pas à l'activité comme la contrainte à la liberté. En émancipant l'activité du travail, la révolution ne transformera pas tout en jeu mais intégrera le moment et l'espace de la production à l'ensemble de la vie sociale. L'activité ne s'oppose pas au travail comme le plaisir à la douleur. La différence essentielle entre l'activité humaine et ses formes dégradées actuelles est que la première agit réellement sur nous et nous *transforme*, en bien et parfois en mal.

C'est l'activité humaine qui est essentielle. Emprisonnée dans le travail, elle en détermine l'évolution et les crises. Parce que cette activité est le centre de la vie sociale, la dualité antagonique travail-activité est [décisive pour une révolution future](#). Si cela était faux, tout ce que nous disons le serait.

le travail est la séparation d'une sphère « matérielle » du reste de la vie « sociale »

Au sens moderne, le travail est récent. « Nos sociétés occidentales n'ont fait que récemment de l'homme un animal économique », écrivait M. Mauss en 1909.

Le travail sépare nettement ce qu'on fait pour assurer l'existence matérielle... du reste. Il instaure une sphère du « matériel » séparée de l'ensemble du « social » où l'on vit.

Dans la société traditionnelle il n'y avait pas coupure entre une action pour survivre et une action sociale (parent à aider, rite à assurer, etc.) L'antiquité ne méprisait pas forcément le travail. Le cas de Sparte, où les citoyens devaient tous exercer le métier des armes, est exceptionnel. Dans les autres cités grecques, on distinguait plutôt le travail pour soi du travail pour autrui, qui rendait dépendant. Contrairement au paysan libre, autosuffisant, qui offrait un idéal social (certes sans cesse démenti par la concentration des terres et des richesses et la persistance de la question agraire), l'artisan était déconsidéré parce qu'il dépendait de la vente de sa production. On *se méfiait* du travail parce qu'on n'ignorait pas que l'homme risquait d'y perdre sa liberté.

De nombreuses sociétés tiennent encore le travail à distance. On en a un exemple déformé en Nouvelle Calédonie. Les Canaques réclament une terre dont on dit qu'ils l'exploitent peu ou mal ; c'est qu'elle n'a pas avant tout pour eux la valeur d'un moyen de production. La société mélanésienne, même pénétrée par le monde marchand, reste antérieure au travail. Chaque adulte possède son jardin mais les autres l'y aident. On y néglige la culture « rentable » du café pour celle de l'igname, à forte valeur symbolique et cérémonielle. Les produits circulent mais on ne les mesure pas seulement en argent. Certains donc ne sont comptables, comme le repas partagé. Cela crée une incompréhension entre Canaques et « experts » qui apprécient, eux, la « productivité ». Les agronomes n'admettent pas qu'on préfère les caféiers sous ombrage, qui produisent moins mais nécessitent moins de travail, à la caféiculture qui oblige à plus de présence, fixe le « travailleur » dans le moment et sur le lieu de la production et donc spécialise, entrave la mobilité des êtres et des occupations *autour* de l'acte productif.

Le village canaque redistribue une partie de l'argent gagné par les salariés, qui sert notamment aux fêtes, où des rivalités de prestige sont en jeu. « De sorte que cet argent n'est que provisoirement retiré du circuit économique et qu'il ne s'agit pas d'une sorte de compte à part. La société traditionnelle s'est saisie, provisoirement, d'un bien fabriqué par les Blancs, l'argent, dont elle fait un usage symbolique qui lui est propre et le rend en fin de compte au monde européen. » (*Les Temps modernes*, mai 1985)

A des milliers de kilomètres de là, au cœur des métropoles marchandes, les familles déshéritées du « quart-monde », assistés perpétuels d'une cité de transit, font sans cesse circuler entre elles (et pas seulement entre chaque individu ou famille, et une entreprise ou un commerçant) des services, des meubles périodiquement vendus et rachetés au sein de la cité, des objets courants, de modestes sommes d'argent.

Ces deux exemples illustrent la coexistence du capital jugé normal et du capital encore rempli des relations de parenté, de voisinage, de coutume, où la circulation monétaire et salariale est imbriquée dans l'existence sociale. Dans les deux cas, le travail est autre chose qu'un moyen de gagner sa vie dans une entreprise. Il relève du bricolage, du troc, de l'entraide, et vise toujours à reproduire des unités, limitées par nature. Dans de telles situations, le travail n'est pas totalement du travail mais cela n'a rien d'essentiel car, dans ces marges capitalistes, il ne l'a jamais été. L'essentiel, c'est le travail qui ne peut *plus*

exister comme tel, et qui crée alors des formes hybrides proches de ces deux exemples.

Le dépassement du travail *dans* le travail même, pratiqué depuis toujours ([perruque](#), [coulage](#), jeu ...), et que ni l'OST ni la robotisation n'ont réussi à [détruire](#), va maintenant, à cause de la restructuration, de pair avec un dépassement du travail *hors* du travail, de la part de salariés forcés de se débrouiller. La crise du travail est là.

le salariat généralisé est inévitable mais contre-productif

L'anglais fait la distinction entre *work*, *labour* et *job*. Sans faire trop d'étymologie, on peut noter que ces trois mots désignent [trois étapes](#). Il y eut d'abord le travail à faire, comme le terme ouvrier indique celui qui fait une œuvre, qui façonne et fabrique. Puis la libération du travail du reste de l'activité humaine, sa venue sur un marché comme un bien offert à la vente, obligea à se poser la question du travail en soi, comme quantité d'énergie mise dans une production quelconque : c'est toute la discussion sur la valeur du travail et l'origine de la création de richesse, débat bourgeois où les révolutionnaires sont venus mettre leur nez et perturber le jeu. Enfin, on en est arrivé au travail contemporain, moyen de gagner sa vie.

Work parle d'une tâche à accomplir ; *labour* d'un effort quantifiable ; *job* [d'une location de soi-même](#), dépouillée de la morale du travail, où le travailleur est l'entrepreneur lui-même.

Le capital a cru s'emparer pour de bon de l'activité en faisant de l'acte producteur lui-même un objet d'achat et de vente. Tout a tendu à être un travail, et l'on a vu jaillir dans la société l'exigence d'un paiement de tout ce qui était « gratuit » ([revenu garanti](#) à tous, [salaire familial](#) de la femme au foyer). Mais le capital ne peut pas – ce n'est pas son but – salarier tout le monde, même dans les pays les plus avancés, ni [transformer toute activité](#), même dans les secteurs les plus capitalisés de ces pays, [en services](#) échangés contre de l'argent.

Pourtant, la « société salariale » tend à tout faire reposer sur le travail salarié, alors qu'il ne peut mener à bout cette logique, qui serait antiéconomique. Nul besoin de tout payer ; seul compte l'échange d'un acte contre une somme de valeur qui va fructifier n s'appropriant cet acte. Il existe un décalage entre la vie sociale tendant à reposer totalement là-dessus tout en allant vers [le monnayage](#), et le capital qui ne peut pas le faire. La revendication monétaire est normale (nous voulons être payés, nous voulons monnayer notre vie puisqu'il ne reste rien d'autre pour garantir la vie) mais le système ne peut la satisfaire.

le travail généralisé rend moins productif le travail productif

Dès 1857-1858, Marx notait la contradiction du capital qui réduit tout au travail, mais lui accorde un rôle marginal, qui compte tout et fait tout circuler à partir de lui, mais qui en exclut une masse énorme d'hommes. A travers l'impossible [salarisation totale](#) resurgit la discordance travail-activité : le travail ne peut pas avaler l'activité. Le salariat est une relation sociale fort efficace, il suffit de regarder autour de nous pour nous en apercevoir, ou d'observer les millions d'êtres non salariés et qui aspirent à le devenir, de par le monde. Mais cette relation devient absurde lorsqu'elle conduit [à tout calculer](#), y compris ce qui n'est pas *action productive*.

On appelle alors, par extension, « travail » ce qui n'en est pas, et ne le sera jamais au sens où le travail est ce [qui rapporte](#). On a calculé qu'en France, en 1974, on utilisait 53 milliards d'heures/an « [pour rien](#) », contre 39,5 milliards « pour gagner sa vie ». Mais comment isoler le travail dit domestique du travail dit productif quand le premier n'existe qu'à cause du second, qu'il est créé par l'existence d'un travail défini comme acte servant à gagner pendant 8h/jour l'argent nécessaire à vivre le reste de la journée ? De même tout le

débat autour de la proportion d' « actifs » et d' « inactifs » n'est possible que parce que le travail *circonscrit* l'acte productif et donc le limite, privant la société (y compris la société capitaliste) d'une partie de ses forces productives. Le PC a beau jeu de dénoncer ce gaspillage – fruit de la nature du salariat. Le travail se rend lui-même impossible, non à cause du chômage dû à la restructuration, mais parce que son essence est de contenir l'énergie humaine. Il ne l'emploie qu'en la bridant.

Pour assurer une production, qui ne dépend pas seulement du travail productif « direct »*, le capital ne peut pas payer le « travail » des étudiants, de la ménagère, le temps passé en transports, etc. Il commence pourtant à le faire. Le patron rembourse une part des frais de transport. Des étudiants empruntent à des banques l'argent de leurs études, ainsi transformées en entreprises. Le travail familial est le moins rémunérable de tous, car trop lié à des relations personnelles et affectives. Mais déjà on délègue à une institution (crèche) une partie des tâches auparavant dévolues à la mère (ou la grand-mère). On calcule ce qui sera le plus profitable : travailler et payer la garde de l'enfant, ou ne pas travailler. Mais la tendance reste limitée : le « travail fantôme », en gros, demeure impayé.

La revendication normale est d'étendre la rémunération à tous les actes, puisqu'ils concourent à la production de la valeur. Si tout est reconnu et traité comme du travail, le capital s'alourdit. Car s'il est vrai que la création de richesse ne se fait plus dans un lieu et à un moment *isolable* mais socialement, il ne s'ensuit pas que tous les actes sociaux y contribuent *au même degré*. Certes, toute la société produit la richesse qui sort des entreprises. Mais, obligées de payer de plus en plus cher cette production en assurant les frais monétarisés de toute la vie, elles en pâtissent.

le travail direct et immédiat ne suffit plus

« La civilisation du travail est une mise en ordre du temps » (M.Drancourt, *La Fin du travail*.) Il est bien connu, que le temps, comme le travail, est devenu une marchandise. Drancourt déplore, après tant d'autres, l'attitude « sous-développée » face au temps, dans laquelle on n'imagine pas que le temps ait un coût, qu'il faille éviter son gaspillage, que chaque instant doive être rempli, occupé, productif. Mais Drancourt, à sa façon, rejoint Marx : avec la comptabilité du temps, gérée comme un autre bien, « on en libère en quantité croissante ». La pensée bourgeoise montre par là qu'elle est consciente de la scission temps de travail-temps de non-travail et qu'elle cherche à la dépasser. Ce fut et cela reste une grande victoire pour le capitalisme que d'avoir contraint les hommes à l'horaire imposé, à l'obligation de n'être actif que dans les bornes de la journée de travail. Qu'on parle de temps libre « après », montre bien que l'autre temps, celui vendu à l'entreprise, est prisonnier.

Une firme dont les employés les plus efficaces, âgés de 40-50 ans, allaient partir bientôt à la retraite, et qui refusait de perdre ainsi leur apport, a essayé de mettre en boîte, de stocker, puis d'utiliser leur expérience. On a également mis l' « expertise » des réparateurs de locomotive de General Electric dans un système électronique de diagnostic de panne utilisable par du personnel moins chevronné. Renault prépare un système-expert de ce genre (*La Recherche* « L'intelligence artificielle »). La tendance se répand vite, dans les domaines des moteurs, machines, circuits électriques, processus industriels, réseaux télématiques, centrales nucléaires. On hésite seulement encore devant le coût élevé de ces systèmes.

Le capital veut ainsi dépasser lui-même le travail, rendre l'homme rentable même après le temps où il a travaillé. Il reconnaît que la richesse ne peut être enfermée dans les cadres à la fois efficaces et restreignants du travail. Dans un premier temps, il n'entend y remédier que par un enfermement supplémentaire, un stockage, un peu comme il rêve de garder un

double de chaque individu en banque (une partie de l'embryon étant gardé pour d'éventuelles greffes sans risque de rejet).

le travail prive le capital d'une partie de l'énergie sociale

Le salariat sépare le travail du reste alors que le reste concourt à produire de la valeur. Le problème de la productivité existe, il est même crucial car tout le monde ne produit pas de la valeur à chaque instant. La valeur n'a ni disparu, ni ne s'est diffusée partout au point que tout l'augmente. Mais sa production dépend d'une conjonction de forces que le travail fait seulement converger. Elles existent en effet en son sein mais *aussi* en dehors de lui. L'innovation, l'effort créateur, ne sont plus le monopole des « actifs », ni des horaires fixes des travailleurs.

Que le chômeur ne produise pas n'est pas forcément un mal pour le capital : mieux vaut le laisser chez lui ou dans la rue qu'entretenir une entreprise non rentable. Mais ce chômeur, comme l'actif, agit, pense, se déplace. Toute la vie sociale – production, éducation et « culture »- détermine la productivité d'un travail qui reste, lui, emprisonné dans un cadre rigide.

Comme la société dans son ensemble influe beaucoup sur la rentabilité, cette dernière souffre plus encore des dysfonctionnements et, inversement, le capital gagnant est de plus en plus celui qui possède le meilleur système éducatif, la meilleure synergie culturelle, le meilleur consensus, le meilleur système de transports et de télécommunication, etc. Il faut donc trouver des moyens, sans renoncer au principe salarial, de tirer profit de ces énergies. Entre un foisonnement culturel qui se disperse et dont l'économie ne tire rien, et une rigidité laborieuse inadaptée, il faut trouver une voie pour restaurer la productivité.

Le succès japonais face à la crise atteste que la productivité dépend des pratiques sociales, des institutions, des comportements, de la diffusion dans toute la société d'une culture technique, comparable à celle du Moyen Age, de la Renaissance, du XVIIIe siècle, de la fin du XIXe siècle. En dernière analyse, l'efficacité productive est le résultat de toute l'histoire du Japon : une société où les individus forment des groupes, c'est-à-dire une société ni trop éparpillée en individus et micro groupes corporatifs, ni trop centralisés et qui finirait par recréer des séparations rigides entre groupes et individus.

le capital s'est toujours efforcé de franchir ses limites...

Comme le capitalisme a exproprié la bourgeoisie et brisé la sacro-sainte propriété privée, il doit lui-même rompre une autre des séparations qui le constituent. Il a, dit-on, généralisé le travail. En fait, dans les pays les plus modernes, il a étendu le salariat à tous. Par travail, on entend un modèle : l'emploi à plein temps dans une entreprise contre un salaire. Assoupli, le modèle demeure limitatif (même avec le travail temporaire, partiel ou flexible). Le moule ne pouvant être changé, il éclate, et la *diversité* des activités se reforme à *l'intérieur* du travail (travail à domicile, etc.). Le capitalisme entame les séparations qu'il entretient par ailleurs entre entreprise et domicile, temps spécifique et fixe dans la production, et temps mouvant et autonome hors du travail, redonnant ainsi à l'activité humaine, mais toujours pour la monnayer, la latitude que le cadre du travail lui interdit. Pour avancer, le capitalisme réalise à son avantage et de façon déformée l'aspiration communiste à faire éclater le cadre du travail.

De ce point de vue, la crise de la « forme travail » s'inscrit dans une crise des séparations que le capital s'efforce de dépasser en les conservant. Par exemple, le travail domestique n'est pas plus étendu qu'avant. La nouveauté vient de ce qu'il pose problème en tant que

« travail », c'est-à-dire qu'on s'interroge sur sa non-rentabilité, sur son [rôle d'éventuel amortisseur de la crise](#). Ce qui est nouveau, c'est qu'on en soit à aménager la séparation qui est la clef de toutes les autres.

...mais le capital ne peut renoncer à tout rémunérer

La contradiction de la société capitaliste est de ne pouvoir tout englober, tout salarier, tout [marchandiser](#). Le capital n'a en effet pas besoin que tout soit salarié ; il a même besoin de préserver *l'exclusivité*, la *spécificité* de l'acte productif par rapport à tous les actes sociaux. C'est la société qu'il instaure qui cherche à pousser la logique marchande à son terme, à salarier toute action ! Une activité personnelle comme la lecture tend à devenir un échange ; on se traite en capital s'investissant en vue d'un bénéfice : on lit pour valoriser son [« capital-culture »](#). L'expérience montre pourtant que celui qui semble agir ainsi obéit à d'autres raisons que l'intérêt comptable. Quelque chose échappe à l'emprise de la marchandise qui, d'ailleurs, a besoin de ce décalage. Un cadre qui ne lit que pour les intérêts immédiats de son entreprise reste un exécutant. Si le capital ne capitalise pas tout, il s'efforce toutefois de contrôler ce hiatus, de réinjecter dans le circuit productif l'énergie qui y échappe – ce que le travail ne permet pas.

La marchandise a bel et bien triomphé en absorbant tout ce qui était *économique*, fût-il marginal, mais sa limite, et donc celle du travail marchandisé, découle de ce que [tout n'est pas transformable en bien économique](#). Pour que tout soit économique, il faudrait *dissoudre* l'économique dans le [social](#), le travail dans la vie, ce qui serait renoncer à l'essence du capitalisme. Marchandise et travail s'arrêtent donc en chemin, et se condamnent à ne pas tirer de [l'être humain](#) tout ce qui est pourtant nécessaire à leur survie.

On peut imaginer un univers de science-fiction où tout serait marchandise. [Une conversation](#) ne débiterait dans un café que si le premier interlocuteur, celui qui cherche le dialogue, payait l'autre pour entamer la discussion. Au bout d'un moment, le dialogue devenant intéressant, le premier interlocuteur, renversant les rôles, prierait l'autre de le payer à son tour pour qu'il accepte de continuer la conversation. L'argent circulerait, assurant tous les gestes et relations sociales, dans un mouvement incessant à la Fourier, garantissant la permanence du lien social, permettant la redistribution (inégaie mais corrigée par son ininteruption) de l'argent qui jamais ne se fixerait. On peut imaginer aussi [que le travail, totalement confondu](#) avec les autres actes sociaux, serait assuré et rémunéré de cette façon, chacun produisant et recevant son salaire au coup par coup. Les énergies sociales [totalement monétarisées](#) et solidarisées ne se perdraient jamais.

Il va sans dire qu'un tel univers est aussi loin du nôtre que la dictature orwellienne. Il supposerait rien moins qu'un participation harmonieux de tous les échangistes. Il a autant de chance de se réaliser que l'autogestion. Ce qui l'interdit, c'est la réalité de classe du capitalisme, qui n'existe justement parce que [le travail ne peut être que contraint](#) : il doit donc être circonscrit, fixé, délimité, et *c'est cette démarcation qui le constitue en travail*. Elle est indépassable dans la société actuelle. Il est évident que le monde universellement échangiste décrit plus haut, s'il existait, n'aurait plus aucun besoin de médiation comptable ou monétaire, puisque le lien social serait assez fort et dynamique pour se débarrasser de tout intermédiaire marchand ou étatique.

OST et robotisation visent à remplir de travail le temps de travail

L'OST est en crise. Elle a sous-estimé le caractère social du travail. Elle gaspille le temps qu'elle économise en augmentant le convoyage, le tractage, le stockage en cours de fabrication. Elle impose le même rythme à tous les ouvriers, et s'adapte peu aux variations des options et de la demande. Sa rigidité lui nuit. Ce qu'elle gagne sur le rythme individuel de chaque ouvrier, elle le perd sur l'organisation générale du temps. Tout en mesurant jalousement le temps, elle y laisse des marges énormes de productivité (temps inemployé par inégalité des charges de travail, ce qui oblige un ouvrier à attendre, ce qui force à maintenir un stock qu'on pourrait réduire).

La parcellisation taylorienne accroît les distances entre les opérations, donc les temps morts, et l'équilibre entre des postes séparés se fait mal. Le défaut du système Mesure-Temps-Méthode est d'être une simple « économie de l'individu au travail », « une addition de postes individuels de travail » (B. Coriat *L'Atelier et le chronomètre*). Même capitalisé, le travail conserve quelque chose d'une action collective, et le capital a besoin de cet être-ensemble, même s'il le divise. La crise du taylorisme est à la mode depuis une bonne dizaine d'années, mais les sociologues avaient montré bien avant que la technologie fait partie d'un système social. L'automatisation force à redonner sa place à une réalité collective qu'on avait voulu briser (expérience de groupes autonomes). L'OST reposait sur un contrôle de l'individu, ce qui exigeait un personnel de surveillance nombreux, mais n'empêchait pas, selon une étude américaine dans l'automobile en 1963, que « 25% du temps des travailleurs à la chaîne de montage ait été perdu du fait de l'inégalité des charges de travail ».

Au moment où les Américains s'apercevaient des limites du système, la Job Evaluation s'imposait en France et en Italie : chaque fourniture individuelle de travail était rapportée aux exigences d'un poste individuel. On mesurait les gestes à partir de la division du travail organisée par l'entreprise, non à partir d'une qualification donnée comme absolue. Il fallut remédier à cette individualisation outrancière.

Malgré lui, le capital constate un autre problème que son incapacité à dégager une productivité suffisante, à bien compter le temps passé au travail pour le remplir de travail effectif. Les experts perçoivent qu'il réside dans ce qu'on veut compter : le temps coupé, découpé non seulement en postes de travail mais au sein de chaque individu mis au travail.

La robotique ne vise pas obligatoirement à travailler plus vite que l'homme, mais avec plus de régularité et de souplesse : il s'agit de repérer et d'utiliser ces marges de productivités, de remplir les trous du travail pour y mettre du travail, de créer un travail plus dense et plus compact sans être aussi rigide que celui de l'OST.

L'OST avait négligé le caractère tout simplement humain du travail, mais la robotique le néglige aussi. Car si le capital peut s'occuper de la division du travail entre hommes distincts, il ne peut remédier à la division que représente le travail *à l'intérieur de chacun d'eux*.

le travail, contraction de l'activité, réagit par dilatation ou rétraction

Le travail est la comptabilisation de l'activité à seule fin de séparer ce qui est « utile », rentable, nécessaire, de ce qui ne l'est pas. Mais l'activité est-elle comptabilisable ? L'extraction du travail hors de l'activité, la concentration de l'activité sous cette forme étrange qu'est le travail, sont-elles viables ? Parler de productivité, expliquer la crise, comme cause ultime, par son insuffisance, c'est déjà faire une concession théorique au

capital. C'est faire comme lui, supposer le problème résolu, raisonner à partir d'un fondement qui n'est jamais remis en question.

La productivité, il y en a revendre ! Plus d'un million d'ouvriers anglais, dont on sait qu'ils ne sont pas drogués par une OST qui les a partiellement atteints, ont travaillé 3 jours par semaine au lieu de 5 en 1974, pendant plusieurs semaines, en raison d'un manque de charbon et donc d'énergie (dû à la grève des mineurs). Naturellement, la production baissa, mais beaucoup moins que des 2/5. On arrivait souvent à faire presque en 3 jours ce qu'on faisait d'habitude en 5. Le temps passé au travail devenait d'un seul coup bien plus productif. Revenus à la semaine normale de 5 jours, les ouvriers reperdirent aussitôt les gains énormes de productivité réalisés pendant cette période. Cas exceptionnel, dira-t-on... Or, selon Drancourt : « On constate que les personnes qui travaillent 6 heures par jour fournissent souvent un travail aussi important que celles qui en travaillent 8. »

Cette élasticité s'explique par la nature même du travail. Mis en boîte, l'activité humaine réagit, soit en prenant la tangente (coulage des temps, pause chaque fois qu'on le peut, etc.), soit, en sens inverse, en concentrant l'effort pour atteindre l'objectif dès lors qu'il s'impose à tort ou à raison comme impératif. Par conséquent, le rejet du travail n'est pas seulement le refus d'y aller ou le besoin d'y faire le moins possible : c'est avant tout le refus de la transformation de l'activité (individuelle et surtout sociale) en travail. Échapper à cette métamorphose est le premier besoin du travailleur. Le plus souvent, il doit ruser, composer, en déplaçant les cadres internes du travail, en se mouvant à l'intérieur de règlements précis et donc forcément en partie inadaptés, soit en faisant *moins* que prévu, soit en en faisant *davantage*, soit en le faisant *autrement*. Toutes les variantes découlent de ce besoin, dont la force d'émergence dépend de la situation historique. Autant que l'organisation du travail, sa manifestation est à l'origine des oscillations de la productivité.

Le capital est recherche de l'accroissement de valeur par la diminution maximum de temps social incarné dans le produit. Quelle que soit l'interprétation des « crises », on est obligé d'en passer par cette logique. Le temps comme moment séparé se révèle une entrave, et c'est le fond de l'accumulation capitaliste qui est en cause. Il est dans la nature du travail de faire chuter la productivité.

le décalage travail-activité n'est pas quantifiable

Les observateurs habituels de l'économie « souterraine », dont nous parlerons plus loin, font mal la différence entre *ce qui échappe à l'État* (les fabrications et service illégaux, non déclarés au fisc) et *ce qui échappe à la mesure*, à l'encadrement dans le travail. S'ils la faisaient ce serait reconnaître que leur critère de mesure est lui-même une donnée historique. C'est dans le fait qu'il faille accomplir une tâche dans un temps et sur un lieu imposés, que l'activité devient travail, et que la fuite, le détournement deviennent possibles. Le travail-nécessité inclut forcément autre chose, qui joue (comme on dit qu'une pièce a du jeu) et peut enrayer le mécanisme, le détériorer. Ce jeu est *par nature* non quantifiable. S'il l'était, il n'y aurait plus de problème, les hommes seraient des machines. Or, les spécialistes s'obstinent à mesurer du flou – ce fondu enchaîné permanent entre travail et activité – avec un appareil statistique très perfectionné, alors qu'il *faudrait renoncer à mesurer pour comprendre*.

Les économistes ont même établi des règles pour mesurer en argent ce qui ne passe pas par le marché et lui donne un prix dit fantôme (*shadow price*). L'économie impose son langage à tout : elle se rassure en mesurant.

Quand ils affirment qu'une activité aussi insaisissable que la criminalité américaine augmente les prix de détail aux États-Unis de 0,3% par an, les statisticiens parlent surtout d'eux-mêmes et de l'obsession d'une société intoxiquée par l'argent. Le calcul économique

n'explique pas notre monde ; c'est notre monde qui explique la folie du calcul.

L'emprise du travail devient plus sociale qu'économique

Le capitalisme n'a pas inventé le travail, il l'a perfectionné, poussé à bout avec le salariat. Pourrait-il garder le travail, en enlever la contradiction, ou l'atténuer, en lui ôtant son caractère de travail rémunéré ? Dans les manuscrits de 1857-1858, Marx écrivait que « le travail salarié apparaît comme la négation de la fixité du travail et de sa rémunération ». Il pensait aux cadres des coopératives, de l'agriculture traditionnelle, des corporations, que fait sauter le salariat. Les besoins socio-historiques qui autrefois étaient couverts par le prix de la force de travail sont aujourd'hui couverts aussi par un [revenu minimum garanti](#).

Le capital est forcé d'introduire un correctif à sa logique valorisatrice : il satisfait socialement des besoins minimum (définis à sa façon). Ce [décrochage](#) entre un *revenu socialisé* et un *travail personnel* atomisé, brisé, équivaut à la reconnaissance par le capitaliste de la nature collective du travail. La valeur ne suffit pas dans le monde qu'elle est venu dominer. On admet ainsi que le travail individuel, seul pris en compte par la valeur se valorisant dans l'entreprise, et tant vanté par l'idéologie, n'est pas le facteur premier de création de richesse.

L'activité de la société entière génère un salaire minimum compensé, re-réparti, égalisé inégalement. Le travail individuel reste central dans l'organisation de la société, mais dans la production il est de plus en plus [indirect](#), et dans son traitement social il est de plus en plus considéré indirectement : au lieu de l'équivalence entre la contribution du travailleur et la rétribution de l'effort fourni, on a une [affectation globale de ressources](#) à l'ensemble des travailleurs, hiérarchiquement réparties, afin de perpétuer le système social. Au moment où le salariat a conquis la société (des pays avancés), il perd une partie de ses caractères propres dans le moment productif comme hors de l'entreprise. L'échange capital-travail a une emprise plus sociale que directement économique.

Cependant, on conserve [l'individualisation](#) du salariat comme de tout le reste. Un travail qui cesserait franchement d'être rémunéré pour donner droit à une quote-part de la richesse sociale, ne serait plus du salariat. Il supposerait lui aussi une société harmonieusement liée. Le salaire ne peut pas cesser d'être la rétribution *sociale mais accordée à un individu* d'une énergie louée par son détenteur personnel à une entreprise.

L'économie souterraine répond aux contraintes du travail-activité

Le capital n'a pas laissé intact ce qu'il a détaché du travail. Il l'a transformé, créant un domaine spécifique à partir d'une activité non rétribuée mais qui n'est plus « de subsistance ». On présente ce domaine comme une donnée naturelle parce qu'il va de soi qu'il faut s'occuper des enfants, faire la cuisine, etc. Mais la façon dont on le fait est historique. Aujourd'hui les gestes consistant à se nourrir, à nourrir les autres, à se déplacer, à faire les courses... s'effectuent [à la manière du travail industriel](#), marqués par le découpage temporel : des morceaux de temps sont découpés et remplis d'horaires fixés par une logique industrielle. On est loin de l'économie [dite domestique](#).

On a dit mille fois que le capitalisme suppose le travail (féminin) ménager gratuit. Ce qui est nouveau, c'est que le non-monnaire ressurgisse, se mêle maintenant à l'économique. [L'économie souterraine](#), seconde, cachée, immergée, parallèle...a toujours existé. Mais elle ne pose problème que dans la société qui met le travail productif en son centre. Le dispositif commence à craquer lorsque la place du travail dans l'économie « première », « non immergée »... est remise en cause par le capital.

La société, par l'intermédiaire de l'État, est alors forcée de reconnaître le phénomène et de légiférer pour contrôler ce qu'elle ne peut empêcher, distinguant le condamnable du tolérable. Dans le même temps le travail productif lui-même s'assouplit. *On aurait tort de voir uniquement dans le secteur souterrain des archaïsmes : il inclut aussi*, comme dans certaines PME Émilie-Romagne, des personnels qualifiés, bien payés et productifs, qui font la navette entre l'économie immergée et l'économie nationale. Ce n'est pas tant un double marché de l'emploi qu'une dilution des formes classiques du travail : de l'emploi unique à plein temps à l'illégalité complète et jusqu'à la « criminalité » (secteur où non seulement les relations de travail mais le contenu des affaires et hors-la-loi), en passant par cent variantes intermédiaires. Ces formes multiples expriment et résorbent la crise du travail. Le capital profite de cette redécouverte pour mettre la famille à contribution, utilisant autant le foyer traditionnel pour surexploiter les enfants, que les familles modernistes pour produire plus commodément. L'entreprise « familiale » connaît une seconde jeunesse. Le cadre du travail peut ainsi s'ouvrir, respirer, se dépoussiérer, faire circuler tant bien que mal les êtres humains entre la part d'eux-mêmes prise dans le travail, et celle de leur activité.

L'extension de l'économie souterraine est nettement plus forte dans les pays relativement retardataires (Espagne, Italie) ou très modernes (USA), que dans les pays industrialisés de longue date et plus stables socialement et politiquement (Europe du Nord), au système de protection sociale (notamment syndicale) et d'encadrement du travail bien ancré, qui contrôle le travail et donc le travail au noir. Elle se développe aussi énormément dans une société avec un contrôle très fort, mais trop fort et inefficace, de l'État sur toute la vie (pays de l'Est). L'économie souterraine ne résout pas la crise, elle contribue même à l'exacerber (concurrence entre salarié au noir et salarié déclaré), mais elle permet aussi à des individus, des familles, des groupes, de mieux supporter la crise. Elle fait renaître au grand jour toute une sphère (production auto-consommée, troc, entraide, voisinage) qu'on croyait enterrée ou condamnée, parce que mal cernée par la « comptabilité nationale », les comptables des firmes privées ne comptant que les inputs-outputs de leur entreprise. On s'aperçoit alors de tout ce qui vit sous la modernité superficielle, des réseaux, des collectivités et des conduites non totalement intégrés au salariat, avec seulement un pied dedans. Toute une normalité de façade s'effrite et on découvre qu'Istanbul n'est pas sans parenté avec New-York, que certaines mœurs de la France profonde ne sont pas sans ressemblance avec celles de Harlem ou du Bronx.

On dit que l'économie parallèle adoucit les rigueurs de la crise. Peut-être, mais pourquoi persister à parler d'« économie » là où le carcan économique craque ? C'est de la ventriloquie que de faire parler le langage du travail à des gens qui, pour s'en sortir, retrouvent ou prolongent des activités où toute leur personnalité, leur expérience de vie, leur voisinage, leur quartier entre en jeu. L'échec du travail, qui n'a pas pu leur apporter l'argent nécessaire dans notre monde, les a poussés à se servir de l'ensemble de leur existence sociale pour se débrouiller.

En Lorraine, des sidérurgistes en chômage partiel retournent un peu à la terre, coupent du bois, vendent des moutons, alors que leurs voisins paysans délaissent leurs potagers, faute de temps, accaparés par les exigences de rentabilité.

« Ainsi, les agriculteurs augmentent leur participation à l'économie marchande, alors que les ouvriers accroissent leur économie domestique ; paradoxalement, les agriculteurs deviennent de moins en moins « paysans » et les ouvriers reprennent des pratiques paysannes d'autrefois. (Problèmes économiques et sociaux « *L'économie souterraine* »)

Ce cas limite dû à la crise illustre que les tendances capitalistes ne sont pas à sens unique, et que la logique du travail salarié, fissurée, doit s'aménager. Un exemple opposé cité dans le même dossier montre des chômeurs lillois qui se pensent « ouvriers » et ne peuvent ni ne veulent rien d'autre.

Contrairement à la marge d'il y a quinze ans, qui exprimait un rejet de la société de consommation et la quittait pour fonder artificiellement autre chose à l'extérieur, la vie sociale où puise l'économie parallèle a ses racines dans les pratiques et les lieux populaires de toutes les sociétés industrielles, et elle y reste. Cet enracinement ne la rend d'ailleurs ni plus ni moins [« révolutionnaire »](#).

quand le travail entrave le travail

Le travail noir existe parce que le coût du même travail, effectué « normalement », légalement, serait trop fort, en argent ou en complications. Il est aussi comme dans le cas de la perruque, une récupération d'activité, une rupture avec les règlements, une « prise au tas », voire, à l'Est, un moyen indispensable de compléter un revenu misérable. L'égalisation des conditions de coût et de de travail, la recherche du « temps de travail minimum socialement nécessaire », base du capitalisme alourdie par l'intervention de l'État fait obstacle au capital. *Le travail bloque le travail*. Parce qu'il incorpore l'activité, le travail n'est possible que dans la contrainte, et en même temps, il ne supporte pas d'être réglementé. [Il faut le contrôler, mais le contrôle le freine](#). Nous sommes là au cœur des problèmes de rentabilité.

Alors que beaucoup font semblant de travailler, d'autres travaillent en cachette ! On a là un test de l'incapacité capitaliste [à vraiment mesurer](#) l'action humaine, à la borner dans le temps. Globalement, cette révolte froide ne s'en prend pas au salariat ; elle sert même de soupape de sûreté. Mais par l'obligation de ruser avec les règles qu'a établies le salariat elle signale l'impuissance de ce dernier à s'imposer comme modèle de comportement. Comme la désaffection vis-à-vis du travail dont on parlait dans les années 70, elle montre que *le capitalisme ne parvient pas totalement à devenir une civilisation*. Et c'est au centre du travail que se révèle cette fois l'incapacité à quantifier l'activité humaine.

le travail devient plus homogène

Des lieux aussi divers que la mine, la navigation, la poste et l'industrie électronique offrent à leurs salariés un travail moins différent qu'il ne l'était auparavant entre ces secteurs.

Les mines de charbon américaines les plus importantes ne sont plus dans l'Est mais à l'Ouest. Peu ou pas syndicalisées, très mécanisées, elles produisent la majeure partie du charbon américain. Les machines nouvelles exigent [une compétence peut-être plus grande](#) qu'avant, mais c'est un travail de « conducteur d'une machine très complexe » (M. Debouzy, *Travail et travailleurs aux E.-U.*). Le métier de mineur, décrit par Orwell dans *Le Quai de Wigan*, perd sa spécificité. On ne l'acquiert plus par des mois de pratique, mais comme une technique machinique quelconque (conduire un autobus, un engin de terrassement ou une excavatrice à charbon est un acte similaire qui rapproche le chauffeur de l'ouvrier du bâtiment et du mineur). Le lieu de travail n'est plus le seul lieu où s'acquiert la compétence. Il faut certes un niveau scolaire, culturel, « intellectuel » supérieur à celui autrefois exigé, mais on demande surtout la maîtrise d'une technique polyvalente applicable (et assimilable) dans un autre métier. R. Treppe (historienne des mineurs français citée par Debouzy) dit que le mineur actuel est un « technicien hautement qualifié dans le domaine de l'électricité, de l'électronique, de l'hydraulique, de l'ajustage, des télécommunications de fond, des conduites d'abatage, de déblocage et de transport du matériel. »

Dans la marine, les bateaux ont changé. Une partie de leur gestion étant faite à terre, les [navigants](#) ont moins de poids. Une équipe de professionnels qualifiés [peu nombreux](#) anime

le navire, géré de loin par un groupe international dirigeant une chaîne de [transport terre-mer-terre](#) proche des industries de processus. C'est pourtant toujours l'équipage qui fait avancer le navire, mais sa machinerie automatisée tend à la même polyvalence que celle des mines.

De tout temps, la vie à bord a été hiérarchisée : il y avait une dizaine de catégories pour un équipage comptant entre 20 et 40 marins. L'effectif, comme ailleurs, a baissé : un cargo moyen exige maintenant 25 personnes au lieu de 40. On tente une polyvalence encore à peine amorcée. Les blocages sociaux (poids de la hiérarchie) freine [la modernisation des navires](#) ; la division sociale retarde la nouvelle division technique. Mais on peut être certain que l'homogénéisation finira par s'imposer.

le prolétariat ainsi créé est plus universel

En 1912, Halbwegs, historien et sociologue, définissait « la classe ouvrière comme étant chargée par la société des rapports avec la matière, et, par conséquent, placée en marge des échanges sociaux » (cité par Touraine, Wieworka, Dubet *Le Mouvement ouvrier*). Il y a du vrai dans cette formule à condition de prendre les « rapports à la matière » au sens de rapports *manuels* avec la matière, par opposition à ceux de l'employé qui manipule de l'information sur la matière. La définition d'Halbwachs s'appliquait au travail ouvrier enfermé dans l'atelier pour produire, fabriquer – les liens sociaux étant assurés par d'autres (le patron, l'employé, le commerçant). [Production et circulation](#) étaient considérées comme étanches.

De nos jours, Coriat et d'autres montrent que c'est dans les industries de processus (pétrole, pétrochimie, ciment, acier, et une partie de la chimie) que l'ouvrier (l'OS) est déconnecté de la fabrication, et seulement chargé d'en assurer la continuité. Bien qu'il en sache plus que l'OS illettré de l'industrie française dont on a tant parlé, sa polyvalence n'est pas synonyme de [forte qualification](#). Éloigné de la fabrication, il rappelle ce que disait Marx de la production automatisée. Déjà segmenté et refoulé par les diverses formes de sous-traitance, il est exclu de la matière sur laquelle il travaille.

On a donc d'un côté le travailleur polyvalent à vocation universelle et de l'autre l'opérateur privé d'une capacité d'action sociale à partir de la matière (qu'il ne façonne pas) – véritable prolétaire moderne exclu de l'action et de la conscience collective. Tous deux coexistent dans la même entreprise. Mais ils *coexisteront* de plus en plus [dans la même personne](#), mise en position d'universalité mais mutilée, détentrice d'un immense pouvoir mais incapable de s'en servir. Une telle évolution enterre pour de bon le rêve de « la mine aux mineurs » et de tout ouvriérisme. Elle pousse à l'extrême l'universalité négative du prolétaire.

[L'OST avait brisé les métiers ; l'automation va plus loin](#). La force des métiers était synonyme de faiblesse. Jusque vers 1950-1960, dans la sidérurgie lorraine, les ouvriers de métiers très qualifiés, étaient des notables dans l'usine mais des notables fragiles tant était grande leur spécialisation. Un sidérurgiste interrogé par Touraine put dire : « Un aciériste, on le met au laminoir, il n'est plus rien, il est manœuvre. » L'ouvrier de métier était fort dans son atelier ; il se révéla faible devant la seconde révolution industrielle qui sapa la base des métiers. L'OS était fort dans l'entreprise, dans sa branche d'industrie mais faible devant le capital total. Par contre, l'ouvrier moderne qui possède une pratique et des gestes en commun avec les autres prolétaires dispose d'une force qui lui donne une capacité d'action révolutionnaire.

Ce qui était une tendance chez l'ouvrier américain du siècle passé, que Marx décrivait déjà peu attaché à l'entreprise et surtout soucieux de gagner de l'argent, se généralise. Bien sûr, quand les ouvriers d'Oakland, aux E.-U., vers la fin des années 40, pouvaient renoncer à la

condition ouvrière, puis y revenir, comme ont gardé l'habitude de le faire bon nombre d'ouvrier des chantiers de Saint-Nazaire, ils n'agissaient pas forcément *collectivement*. De même, si le prolétaire créé par la restructuration, interchangeable mais à un niveau plus élevé que celui de l'OS, débarrassé de l'idéologie ouvrière et professionnelle, est amené à circuler d'un milieu à l'autre, cela ne suffit pas à le rendre révolutionnaire. Il serait donc absurde de remplacer un mythe par un autre, en substituant la circulation sociale à l'enracinement social.

Les femmes, qui forment un grand nombre des OS en France et la majorité des travailleurs à la chaîne, sont souvent moins portées à l'action, non pas tant à cause d'une oppression millénaire spécifique (qui joue sans doute) mais surtout parce que généralement leur condition d'OS est provisoire. Cela vaut aussi pour les immigrés. Aucun mécanisme infaillible ne garantira la révolution, mais la fluidité actuelle du travail permettrait à un mouvement social de tirer sa force de la fonction productive de ses participants sans qu'ils en restent prisonniers.

il n'y a pas de droit au travail

Il peut y avoir un droit *du* travail mais absolument pas un droit au travail. Le droit de chacun à un emploi n'a de réalité que là où le travail n'est pas compté, lorsqu'il ne s'agit justement pas de travail, lorsque la tâche à accomplir prime, ou bien lorsque seul compte le fait d'être là, d'être occupé, de perpétuer l'institution.

En prison, en camp de concentration, à la caserne, à l'école, on garantit à tous une activité vide et inefficace. L'entreprise, elle, n'existe que par rapport à une offre et à une demande, à moins de transformer l'entreprise en institution, comme dans les pays de l'Est, où une partie considérable des personnes employées n'ont pas un travail, seulement une occupation, une « place ».

Le monde capitaliste moderne peut garantir un revenu : le droit à subsister, s'il n'est ni reconnu ni applicable à tous, n'est pas théoriquement absurde. Si le capital global en a les moyens, il peut offrir à chaque être humain des allocations de sécurité sociale. Mais le droit universel et garanti à un travail n'a pas de sens en termes capitalistes. De la même façon qu'un « chômeur » était inconcevable dans une ferme française du XVIIe siècle.

On sait pourtant la force mobilisatrice qu'a eue « le droit au travail » autrefois, et qu'il conserve en grande partie. Pour les révolutionnaires du XIXe siècle, le droit au travail était une revendication inacceptable par la bourgeoisie. Un tel mot d'ordre était pour eux à la rigueur, concevable comme moyen de dévoiler la dépossession du prolétaire, dont toute la vie dépend du travail que lui accorde ou non le capitaliste. Car « derrière le droit au travail il y a le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs relations réciproques ».

Ces paroles de Marx ont été historiquement démenties. Comme l'écrivit *Programme Communiste* (avril 1959), si cette revendication « s'allie avec le plus profond respect pour l'État », elle affirme l'« impossibilité de vivre sans le capital ! » Le *hic* est que le seul moyen d'imposer ce droit aux capitalistes est *effectivement* l'appel à la pression de l'État sur le patronat. Le mouvement communiste renaîtra par la négation d'une telle exigence.

le tiers monde n'est pas au travail

Le tiers monde souffre moins de la crise du travail parce que le travail l'a moins pénétré. Le salariat y est implanté superficiellement, et on s'adapte plus vite à ses défaillances. Le

« chômage » a moins augmenté dans le tiers monde qu'on ne l'attendait, car la marginalité peu productive n'y est pas du chômage au sens du non travail. L'Occident ne connaît (ou fait semblant de ne reconnaître officiellement) que l'alternative travail-chômage. Appliquer ce critère reviendrait à qualifier la majeure partie de l'humanité de chômeuse. Car qui, sinon une minorité, possède un travail régulier permanent d'où il l'argent nécessaire et suffisant à sa vie ?

Mieux que les sidérurgistes lorrains revenus partiellement à la terre, les habitants des pays sous-développés arrivent à concilier travail et activité, à pallier les insuffisances du premier par l'étendue de la seconde. Là, la famille est secouée ou scindée, mais elle fonctionne encore sur le mode élargi : grâce à elle, des gains minimes permettent à plusieurs individus de tenir.

En Afrique noire, non seulement le salariat moderne reste marginal, mais les petits métiers prolifèrent. Plus d'une ville africaine nourrit la population modeste grâce aux marchands ambulants, d'ailleurs harcelés par la police et rackettés par des gangs. On a parlé de « secteur relais » à propos des petits métiers d'Abidjan, qui servent de régulateur à un « marché du travail » où le salariat est ultra-minoritaire. Mais ces petits métiers de la rue, ces échoppes, ces boutiques minuscules au capital infime prospèrent aussi dans des zones capitalistes périphériques comme Hong Kong, et là aussi ils contribuent à stabiliser un capitalisme dont ils adoucissent la sauvagerie (dans les usines) et la rigueur glacée (dans les bureaux).

Si l'on considère l'opposition travail-activité, le tiers monde parvient à un équilibre entre les deux, compensant les manques de l'un par l'autre et réciproquement. Un jeu de bascule et de pondération entre capitalisme et pré-capitalisme assure ces zones contre l'émergence d'un mouvement communiste, à moins qu'elles ne profitent de l'effet d'entraînement que provoquerait une poussée révolutionnaire dans les pays « avancés ». Affirmer cela n'est pas de l'euro-péo – ni de l'américano-centrisme ; le tiers monde est souvent *plus proche que nous* du communisme mais il lui est *plus difficile d'y aller*. Le problème du travail n'y est pas la question sociale première. On y est encore à entrer à entrer dans le travail ou à *refuser* de le faire, alors que les pays industrialisés sont soumis aux contradictions d'un travail qui a trop bien réussi.

Le triomphe de la révolution est loin d'être assuré ; elle n'aura toutefois lieu que là où elle devra vaincre une contre-révolution moderne se battant au nom du capital le plus avancé. Le mouvement communiste ne peut l'emporter que contre un capital de pointe, reposant sur une base fragile parce qu'il aura poussé à l'extrême sa force et ses contradictions ; non contre un capital reposant sur une large base non capitalisée où la pénétration marchande et salariale a encore de beaux jours devant elle.

la glorification du travail est depuis longtemps une entrave au capital

Le travail n'a pas connu un règne sans partage, et le triomphe de son idéologie aura duré moins d'un siècle. Dans l'Angleterre victorienne, entre cent autres propagandistes, c'est T. Carlyle qui lance en 1843 son « évangile du travail ». Cette idéologie connaît son apogée lors de la grande Exposition londonienne de 1851 où, pour la première fois, dans une manifestation publique, l'ouvrier est *reconnu* par le bourgeois. On craignait le pire du mélange des classes venues contempler les merveilles techniques ; au lieu des déprédations attendues, les couches inférieures de la société firent preuve de « bonne conduite ». Un texte de l'époque rend hommage aux ouvriers : pour 6 millions de visiteurs, seulement 11 vols... Or, les valeurs victorienne d'économie, de *self-help*, de domesticité ne viennent pas seulement de la bourgeoisie ; elles doivent beaucoup aux artisans et petits propriétaires

des XVII-XVIIIe siècles, et sont imprégnées de christianisme. Le capital ascendant avait emprunté une morale commode qui ne correspondait pas à sa nature profonde. En se développant, il devait rejeter cet héritage spirituel encombrant : le travail ne pouvait être une religion.

Pour que le travail cesse d'être une malédiction et devienne un principe social puis une simple donnée essentielle couramment admise, comme c'est le cas en Occident et au Japon, il faut une laïcisation. Tant qu'on conserve un fond d'absolu religieux, le travail prend mal.

Aujourd'hui, si le travail est bien là, l'idéologie du travail est désuète. On admet que le travail crée la richesse, en incluant dans le travail celui de tous, managers compris. « La source de la richesse n'est pas constituée par l'argent mais par le travail » dit Taylor ; il faut travailler. Mais la morale du travail freine le capital moderne. Elle était utile quand il s'agissait de dresser des millions d'hommes à la discipline des horaires, de l'enfermement du travail dont le sens leur échappait totalement. Elle est devenue contre-productive quand ce premier but a été atteint, car elle exaltait plus le travail « à la sueur du front », l'obligation de se soumettre, que le travail réellement efficace. Elle glorifiait trop le travail lui-même, en soi, son caractère inévitablement pénible, sa difficulté, et pas assez le travail qui rapporte, qui produit un article vendable, exportable ; elle demeurait marquée de tradition chrétienne. Elle devait céder le pas.

Par contre, ceux qui ont le plus valorisé le travail, prétendant même réaliser la « république des travailleurs », se sont enlisés, parce qu'ils glorifient le travail sans lui faire la place qui lui revient sous le capitalisme (ni d'ailleurs donner au capital la place qui est la sienne dans le capitalisme). Alors que l'Ouest essaie d'aller plus loin que l'OST, l'Est en est à l'apologie du métier. Les Russes connaissent encore les fêtes des professions : Jour des cheminots, Jour des métallurgistes... On y célèbre les dynasties ouvrières où le même métier est exercé de père en fils ; la peur de la mobilité sociale est si grande qu'on perpétue des traditions datant des premiers âges de l'industrialisation.

Dans les pays occidentaux, les staliniens ont à la fois aidé à discipliner le travail et freiné le taylorisme. Après 1945, les PC et leurs syndicats ont pratiqué plus un stakhanovisme que le fordisme que tentait d'instaurer le patronat moderne (Fiat, Renault). L'OST supposait autre chose que l'énergie musculaire et l'enthousiasme militant. CGT et CGIL furent surtout efficaces pour encadrer les métallos, moins pour les forcer à accepter le chronométrage. Il fallut ensuite imposer la modernisation à l'américaine contre le règne du travail à la russe.

Dans les pays de l'Est, la bureaucratie dirigeante a échangé sa dictature et son maintien au pouvoir contre la garantie de l'emploi et la fixité du capital. *En Russie, les chômeurs sont dans l'entreprise.*

A la fin des années 30, s'instaure le travail forcé, qui ne cesse qu'en 1956. L'année suivante, la moitié des travailleurs avaient changé d'emploi... Depuis 1959, le taux de rotation des emplois oscille officiellement autour de 20% (*Les Temps modernes* juil-août 1985). La résistance combinée des petits bureaucrates et des ouvriers semi-qualifiés explique en grande partie l'échec des réformes du début des années 60, sans cesse relancées et sans cesse stagnantes. Les entreprises ont commencé à licencier et à réorganiser le travail, suscitant un chômage jusque-là inconnu. La libéralisation favorisait les techniciens, les très qualifiés, elle avait contre elle « la base ». Un consensus s'est formé entre l'appareil bureaucratique et la base ouvrière. Les entreprises « closes » (et les villes « closes » où il faut un permis pour résider), surtout liées à la production militaire, mais aussi à la technologie de pointe (dont parle Castoriadis dans *Devant la guerre*), découlent du besoin d'organiser étatique un secteur où le travail soit protégé *mais productif*, où il n'y ait pas pléthore d'ouvriers inactifs.

Ailleurs en URSS, la productivité stagne alors que la rémunération du travail dérape, le salaire tendant même à se déhierarchiser. On n'arrive pas à lier la rémunération au « travail fini », aux « résultats finaux », car elle reste trop dépendante du seul fait de travailler, pas assez du travail fourni. On a réussi comme à l'Ouest à diviser les ouvriers (par des primes), à les intégrer à l'entreprise, mais par là c'est elle qui s'est rendue dépendante d'eux. L'intégration a marché dans les deux sens. [Ce gigantesque compromis social](#) (parallèle à celui passé avec la paysannerie kolkhozienne) garantit une relative paix sociale plus sûrement que le KGB.

La revendication sociale dominante est là-bas celle d'une liberté politique (démocratie) et économique (libération des échanges, concurrence entre entreprises). La contradiction d'un travail salarié authentique ne peut s'exercer, puisque n'y existe pas le vrai salariat, libre, [non protégé](#) sinon par des organismes représentatifs, non intégré sinon par le dynamisme économique, non réprimé par l'État sauf quand il passe les bornes, en bref un salariat libre de se vendre et de s'organiser.

A l'inverse, contrairement à l'idée répandue, le Japon n'est pas régi par une religion du travail. Il faudra montrer ultérieurement que le Japon dit féodal, est moderne. Il met le travail à sa vraie et capitaliste place sans en être obsédé. Ce n'est pas le geste et l'effort qui priment mais l'efficacité. [L'éthique du travail](#) japonais est loin de l'esprit de sacrifice, de la pénibilité héritée du christianisme. Il faut se dévouer mais non se sacrifier. C'est ici l'ordre et le groupe qui sont encouragés, non la souffrance anti-productive. On ne célèbre pas le temps *passé* au travail, mais *le temps minimum* consacré à produire un bien vendable. On [exalte la fonction](#) plus que l'emploi et le travail *productif* plus que le travail *en soi*.

nous allons vers la société du non travail

Dans les centres du capital dynamique, le travail a non seulement moins d'importance dans la société, mais [dans la vie de chacun](#). En 1965, un chantre de la croissance, Fourastié, évoquait déjà *Les 40 000 heures* (soit 30h/semaine sur 40 semaines par an) en 35-40 ans de vie active. Vers 1970, on a expérimenté aux E.-U., dans l'industrie, une semaine très courte : 4 jours de 9-10 heures, et même 3 jours de 12h30, avec pour effet de réduire l'absentéisme, de permettre un second travail, et d'utiliser plus rationnellement les équipements avec deux équipes par semaine.

Aujourd'hui, selon les calculs de Drancourt, pour 35h/semaine, 227 jours/an, on 1 589 heures de travail annuel, et 3 521 heures de temps dit libre, hors sommeil et temps de repas. En prenant pour base 40 h hebdomadaires, on obtient 1 816 heures de travail, 3 294 heures libres. D'ores et déjà le travail [occupe moins de temps](#) que le non-travail.

Le temps est révolu où l'on forçait les indigents au travail dans les *workhouses*. Comment éviter alors le désœuvrement de ceux qui se retrouvent hors du travail ? Si le système réussit à diminuer un temps de travail déjà en réduction régulière, l'homme ne parvient pas à vivre le temps ainsi libéré. Cette impuissance du capitalisme à libérer [du travail autre chose que du temps mort](#) le condamne historiquement. Avec l'allongement de l'école et de la retraite, le temps hors travail est devenu immense. Au début du siècle encore, sur 46 ans d'espérance de vie, il y avait 14 ans de non travail. En 1978, avec [une espérance de vie](#) de 69 ans pour les hommes, on a 32 ans de non travail. La crise du travail est aussi l'incapacité capitaliste à faire vivre ce temps que l'on gère comme on peut. On parque les uns à l'école, on stocke les autres en maison de retraite.

La contradiction du travail (incorporer l'activité mais de telle façon qu'il en tire mal profit) est telle qu'on ne parvient même pas à organiser autrement que sur le modèle du travail productif ce qui a nul besoin de l'être. Absorbant l'activité sous la contrainte, [le travail étend](#) son mode d'organisation et de relation à tout. En s'avancant toujours plus loin, le

temps scolaire est de plus en plus [un temps creux](#). La fonction classique de l'école (former, dresser, habituer, inculquer) perd progressivement du terrain au profit d'un rôle de simple socialisation, d'occupation même, pour des millions de jeunes qui connaîtront le travail précaire.

le capitalisme voudrait réinjecter de la vie sociale dans le travail

Un auteur comme Drancourt publiait en 1973 *Vive la croissance*. Il est symptomatique qu'il s'interroge maintenant sur *La Fin du travail*. Il ne renonce ni à la croissance ni au capitalisme, mais comprend que ce dernier doit trouver une issue à la crise du travail. Il y a une douzaine d'années, sous le choc de la rébellion des OS, les études se multipliaient sur le refus du travail : J. Zerzan en donne une liste dans *Un conflit décisif : les organisations syndicales combattent la révolte contre le travail* (Spartacus 1975). Aujourd'hui les titres révèlent un déplacement de la préoccupation des spécialistes : *Travailler 2 heures par jour* Adret, Seuil, 1977 ; *Tous à mi-temps !*, G. Aznar, Seuil, 1981 ; *Le Travail autrement*, G. Roustang, Dunod, 1982 ; *Vers une société du temps libre ?* , R. Sue, PUF, 1982 ; A. Sauvy *Le travail noir et l'économie de demain* 1984 ; G. Delorme *Profession : travail noir*, Ouest-France 1986, et d'autres...

Le capital ambitionne de réintégrer dans le travail ce que le travail avait cru laisser à l'extérieur. Par là il étend l'écologie au facteur humain et non plus seulement à « l'épuisement des ressources naturelles ». C'est de [la source humaine](#) qu'il s'agit maintenant avant tout.

[L'écologie](#) fut un effet du mouvement social avorté de la fin des années 60. Elle ressortit une partie du programme communiste, pour le nier en le noyant dans des réformes aménageant des excès. Elle fit passer les [limites](#) sociales pour des limites naturelles. Elle constatait qu'on ne pouvait abuser d'un environnement non remplaçable et non renouvelable à l'infini. Elle força à tenir un compte global de tout ce que le capital *détruit pour produire*. Si la fabrication d'une tonne d'aluminium engloutit des milliers de mètres-cubes d'eau qui dégradent la campagne, l'usine d'aluminium ne peut éternellement faire comme si cette destruction lui était extérieure. Il faut bien « [internaliser](#) » les coûts jusque là considérés comme externes.

Un mouvement analogue se dessine aujourd'hui, sur un point beaucoup plus fondamental. Le travail s'est constitué en se coupant du reste. Il s'agit pour le capital de récupérer au sein de [ce reste jusque-là négligé](#) (ou méprisé) ce qui lui est profitable.

D'une part, le capitalisme s'efforce de se servir de l'économie informelle en promouvant sa productivité, profitant en outre de ce qu'elle est réputée plus humaine que l'économie ordinaire. Après l'écologie, prise de conscience de la dimension totale du capital dans l'espace mondial, cette tendance est la prise de conscience de la totalité capitaliste à l'intérieur de l'économie, qui s'avère plus complète, plus riche qu'on ne le croyait : on voit que l'économie met en jeu toute la société et qu'en [améliorant le tissu social](#) on accroît aussi la productivité des entreprises.

D'autre part, assouplir le travail, c'est [casser les limites](#) de l'horaire fixe et de l'emploi permanent à plein temps. L'un des objectifs de la « flexibilité » est bien sûr d'adapter la main-d'oeuvre aux nouvelles techniques, c'est pourquoi les entreprises modernes de tous les pays industrialisés tentent de l'imposer. Mais son enjeu est aussi d'aller chercher l'énergie là où elle est, et de mettre au travail des forces humaines qui ne pouvaient pas entrer dans le moule habituel trop étroit. Sans rien changer à la séparation qui constitue le travail, on déplace le séparé pour qu'il [capte mieux l'énergie](#) dont il a besoin.

Cela ne signifie nullement un assouplissement de la nature du travail, seulement des

conditions où on l'exerce. Au bout du compte on aura même un travail plus « social » donc mieux implanté dans nos vies. L'évolution sera achevée quand on aura fait passer le travail d'un *effort* à une relation *sociale* dominante.

Le travail est la prison du temps, mais le temps s'en échappe toujours un peu : le travail est poreux. Il faut donc aller le *rechercher* à l'extérieur en faisant semblant, cette fois, de ne plus l'enfermer. Entre « emploi » et « chômage », les statistiques définissent le flou du « sous-emploi » : la modernisation actuelle en fait une forme du travail. Quant à l'État, il lui revient, selon la formule d'un ministre français, d'« autoriser un certain travail « hors travail » (*Le Monde* 24/09/85).

Chacun sera ainsi entrepreneur de soi même, gérant sa propre force de travail, son capital-travail. C'est déjà vrai pour l'ingénieur que l'entreprise détache d'elle-même en en faisant un « consultant » travaillant chez lui plus ou moins à son compte. *Le capitalisme sans capital* connaît une nouvelle jeunesse. On sait depuis longtemps que des sociétés de travaux publics, par exemple, y compris en URSS, n'ont à peu près rien en propre. Elles n'existent que comme réseau de relations. Si elles obtiennent une commande, les banques leur prêtent de quoi louer le travail, les matériaux, les engins, les bureaux d'études, le management. Les ingénieurs à leur compte sont un nouvel avatar de ces entreprises surgies de rien et éphémères mais témoignant de la vitalité capitaliste.

Les formes intermédiaires se multiplieront. Un ministre proposait que chacun doive à la société des annuités de travail, au nombre modulé selon la pénibilité. Le job sharing fait occuper par eux individus, chacun à mi-temps, un seul emploi, avec alternance travail-enseignement, et possibilité de recrutement d'un des deux par l'autre. Au lieu des « 35 heures payées 40 » revendiquées par les syndicats, on aurait des semaines de 20 ou de 50 heures payées 20 ou 50 heures, où un travail effectué deux fois 3 mois par an, ou 24 h les week-ends seulement mais payées 36 ou 40 heures. Toutes ces variantes visent à diluer le travail dans « la vie », au lieu de le concentrer pour l'en séparer. Mais comme avant, on isole un moment de la vie. La porosité du travail va continuer à hanter les conseils d'administration.

Derrière le réformisme à la CFDT et la tendance novatrice du patronat faisant tout pour rendre le travail plus souple, il y a la tentative de dépasser l'opposition travail-loisirs, en introduisant à la faveur de la crise et du chômage, un travail socialisé. Touraine termine son livre sur l'espoir qu'au mouvement ouvrier succèdent d'autres mouvements « se déplaçant du monde du travail à l'ensemble du champ culturel », de telle sorte que le travail se fonde dans « la vie sociale ». C'est la critique du séparé pour maintenir une séparation démultipliée.

Des sociologues ont distingué travail « libre » et travail « lié » : dans une société où l'emploi stable et à plein temps devient inaccessible à beaucoup, on espère sauver le travail en le faisant exercer à temps partiel, comme loisir actif, utile, et apportant un revenu modeste mais réel. Faute de pouvoir supprimer l'opposition temps libre/temps de travail, on combine les deux, on réinjecte de la liberté dans un travail et vice-versa.

On retombera pourtant toujours sur le même obstacle. Le travail extensif de 1840 n'était pas « rempli » ; il comportait plein de trous, sans lesquels la journée de douze ou quatorze heures aurait été littéralement invivable. Aujourd'hui c'est la même chose à une autre échelle, malgré la « fluidification » de la production opérée par l'OST, malgré le remplissage des trous opérés par la robotisation. Même si l'on assouplit le travail comme espace-temps de la vie, on conserve sa séparation et on le densifie même en en excluant le temps perdu.

le dépassement capitaliste du travail restera un gadget

Non seulement le capitalisme ne renonce bien sûr pas à son être, mais même sa marge d'aménagement est étroite, à court et à moyen terme. A moins qu'une secousse sociale grave (révolution avortée, guerre) ne lui donne le moyen de s'autoréformer profondément, comme il le fit grâce à 1939-1945, les solutions préconisées resteront une tendance secondaire.

Pour le moment, en France, chaque année, de par la simple [rotation du travail](#), on crée 1,3 million d'emplois et on en supprime 1,5 million. Pourrait-on mieux utiliser la réserve de force de travail et ainsi à la fois augmenter la croissance et réduire le chômage ? L'assouplissement des conditions de licenciement et d'embauche réclamée par les patrons, et devenue un enjeu politique qui, paraît-il, démarquerait la gauche de la droite, aura un effet minime car il ne jouera que sur les franges de l'économie. Au centre, capital et travail forment des monopoles qui se soutiennent l'un l'autre, les salariés défendent l'emploi et donc l'entreprise qui préfère souvent garder du personnel plutôt que de « dégraisser » trop vite. Il faut être un militant syndical ou gauchiste (ou un patron borné) pour imaginer que les chefs d'entreprise n'attendent qu'une chose afin de restaurer la compétitivité : le droit de licencier tout de suite des centaines de milliers d'ouvriers en trop. Les fameux sureffectifs concernent avant tout les firmes ou les secteurs en difficulté, ou en reconversion. Ce ne sont plus des questions d'embauche ou de licenciement, mais de transformation ou de liquidation. Dans les secteurs qui tournent, la « [flexibilité](#) » aura finalement moins de conséquences qu'on le dit.

Par exemple, les « emplois nouveaux à contraintes allégées » (ENCA), à eux seuls, ne peuvent changer grand chose. On pourra bien augmenter la sphère de la précarité, qui s'étend déjà de par le mouvement naturel cyclique de l'économie, mais on n'apportera pas ainsi de remède sérieux à la crise du travail. La suppression du SMIG, par exemple, serait assorti d'un revenu familial garanti : ce serait remplacer une forme d'assistance par une autre . L'URSS prouve que le travail ne peut être immobilisé ; l'Occident démontre qu'il ne peut pas non plus être [intégralement une marchandise](#) : il met trop en jeu, implique trop d'humain et de social, pour qu'on le laisse entièrement à la merci des forces du marché.

[Le dépassement du travail](#) restera de « l'expérimentation sociale », une tête chercheuse capable de désigner le problème, *que doit se poser le capital*, non d'amorcer une solution. Dans le travail agricole, par exemple, le capital a du mal à s'imposer, comparé à l'industrie et au commerce, parce qu'il reste dépendant de cycles naturels. Ainsi les arbres fruitiers ont besoin d'une grosse [main-d'oeuvre](#) pendant la cueillette, voire d'un effort rapide pour éviter que les oiseaux ne mangent trop de fruits, mais n'exigent le reste du temps que peu de travail. Un salarié agricole occupé dans les vergers serait oisif une bonne partie de l'année : seuls subsistent donc les grands vergers capitalisés faisant appel à une [main-d'œuvre saisonnière](#). Les petits vergers tendent à disparaître.

Dans un tel cas, le renouveau et l'extension des « petits travaux » auraient un sens, mais ils sont impensables car opposés à toutes les tendances de la vie capitaliste dans les pays industrialisés. Il n'y aura qu'une [infime partie de la population](#) susceptible de tenter l'expérience, par exemple des gens habitant au voisinage de vergers abandonnés et les faisant revivre. Le succès marchand n'est pas garanti (même en se contentant d'une marge bénéficiaire réduite, car les sociétés agro-alimentaires contrôlent la distribution ; on va vers une alimentation standardisée où même les produits « naturels » sont produits et vendus par des chaînes). De tels essais, à l'échelle de toute la société, relèvent donc du gadget. Seule une façon différente de vivre, où le temps consacré au verger ferait partie

d'un ensemble d'activités, permettrait une renaissance de ces cultures, sans compétition commerciale entre leurs produits et d'autres.

L'informatique, les loisirs, l'occupation à tout prix ne sont pas des remèdes

Les palliatifs de la crise ne manquent pas. Au premier rang, l'informatique. La limite du taylorisme est qu'il poussait trop loin l'écart entre travail et activité, qu'il enlevait trop au travail ce qui lui reste d'une activité. L'« [enrichissement](#) » du travail des années 60 n'y a presque rien changé. Aujourd'hui, on rêve d'aller au-delà de l'OS. Il est vrai qu'une machine outil à commande numérique transforme l'usineur (tourneur, fraiseur...) en pur [exécutant](#), mais elle permet également de le faire participer à la mise au point de la machine, qu'il peut adapter, modifier, régler. Entre ces deux extrêmes, on ira bien plus vers [le premier](#) que vers le second.

L'enseignement d'une informatique simplifiée sera une des bases scolaires comme le devinrent, à la fin du XIXe siècle, écriture, lecture et calcul. Mais pour les salariés d'exécution, de loin les plus nombreux, ce ne sera jamais que l'acquisition d'un mode d'emploi, non la maîtrise d'un langage. Le travail retombera dans [la monotonie répétitive](#) tant stigmatisée et réveillera une nouvelle contestation.

On sait ce qu'il en est de la prétendue [civilisation des loisirs](#). Sur ce chapitre, la faillite capitaliste n'est nulle part aussi évidente que là où le capital triomphe. On pourrait tenir les guerres et la famine, les prisons et la psychiatrie, pour des survivances inévitables. Mais là où le capital a lui-même déblayé le terrain et créé un monde à son image, il a produit le vide. [La société des loisirs](#) n'existe que comme appendice culturel de la société de consommation si décriée. Le capital a stérilisé l'action humaine : libérée du travail, [elle ne sait que faire](#). Les cadres font beaucoup plus de leur temps libre, mais au sens du faire « consommatoire ». Les ouvriers, eux, ont plus d'activités familiales, de voisinage, de relations nées sur leur milieu de travail. On a vu des ouvriers des Potasses d'Alsace consacrer 20 heures par semaine « travail au personnel du bois et du fer » (Drancourt).

[L'idéal d'une société](#) où il y aurait peu de travail et beaucoup d'activités de formation, de culture, de jeu, de sport, de convivialité, venant irriguer et renforcer le travail, restera une vue de l'esprit. Constaté cette impuissance n'est pas porter un regard élitiste sur les loisirs existants. L'important n'est pas que des gens s'entassent sur un camping au lieu d'explorer d'autres terrains d'aventure, y compris dans la nature, mais que le laminage du travail avec ce qu'il comporte d'habitudes, ait produit des masses humaines vivant leur temps libéré comme le temps du travail. D. Riesman écrivait déjà dans *La foule solitaire* en 1950 que le travail « constitue le fondement même du loisir et du divertissement ». De plus en plus, les loisirs sont « actifs », on s'y auto-produit, on y cultive son esprit et on y entretient son corps comme des matières premières.

Même pour la reproduction du capital, les vacances ne suffisent pas à reconstituer une force de travail entamée par les maladies nerveuses, les pathologies du travail, etc..., que les nouvelles conditions de production modifient mais n'élimineront pas. On a remarqué depuis longtemps que les salariés à faible niveau d'instruction ont du mal à occuper le temps dégagé par les diminutions d'horaires : « la réduction du temps de travail ne crée pas la liberté, elle la suppose », disait le sociologue du travail G. Friedman en 1965. L'accroissement du temps « libre » [n'émancipe pas](#) car la coexistence de la liberté et de la contrainte fausse cette liberté. Une société des loisirs généralisée *augmenterait* même l'emprise d'un travail d'autant plus valorisé qu'il serait rare. Elle redonnerait un privilège au moment productif.

L'anthropologue Salisbury a observé que les [Sianes de la Nouvelle-Guinée](#) qu'il avait

connu à l'âge de pierre, et chez qui on avait introduit la hache de fer, consacraient dix ans plus tard, moins de temps aux jeux, aux voyages... Le monde moderne ne leur avait pas seulement apporté le métal mais, à travers lui, [un rapport social](#) qui avait commencé à modifier leur vie. La hache nouvelle leur avait fait connaître ce qu'ils ignoraient – la productivité – et entrevoir, de très loin encore, une réalité inouïe pour eux, LE TRAVAIL. La production de leurs conditions de vie matérielles avait cessé d'être une série d'actes accomplis au sein de tous les autres, elle commençait à devenir une tâche dont il fallait se débarrasser, exécuter vite, mais qui gagnait toujours en importance et rongait le reste du temps qu'elle était censé libérer.

Le paradoxe du travail est que, même réduit à quelques heures par semaine, il ne cesse d'amoinrir l' « autre temps », [le temps](#) prétendu disponible pour vivre. Vérification d'une vérité « oubliée » : *la vie est une et il n'y a qu'un seul temps.*

On voit bien la panique que crée le gouffre creusé par la diminution du travail dans la tentative de redonner [vie au patronage](#) sous la forme des métiers dérisoires que sont les TUC (travaux d'utilité collective). Plutôt du *travail pour rire* qu'avouer la faillite, en laissant les jeunes « dans la nature ». L'angoisse d'être inactif, l'incapacité de trouver un espace de vie entre l'école qui n'a mené à rien et le salariat inaccessible, incitent à se lancer dans une aventure que l'on sait sans lendemain. S'occuper, faire à tout prix, remplir le temps, comme pour les actifs normaux, avec le même souci que les ergonomes cherchant à densifier la présence dans l'entreprise. Cette hantise des moments non remplis prouve qu'on reste dans une société où être c'est faire et produire, autant et peut-être plus qu'avoir des biens et consommer. Après avoir diminué la dose le capitalisme demeure sous l'emprise de la drogue du travail.

un néo-libéralisme, retour à la jeunesse idéalisée du capital, est impossible

Les faux-fuyants aident à masquer que la question sociale majeure n'est pas le manque de travail. Mais l'existence du travail. Le capital est bloqué par les rigidités qu'il a créées (horaires) ou dû accepter (statut protégé, droit du travail). Chaque fois qu'il le peut, il les [dépasse](#) : les E.-U., surtout au sud, ont réussi une reprise temporaire grâce notamment à des entreprises peu ou pas syndiquées. Quand c'est impossible, comme c'est le cas dans la plupart des pays occidentaux, le patron ruse pour profiter de la souplesse de la vie humaine dont le cadre strict et légal du salariat le prive.

Là où l'on entre à nouveau dans l'illusion, c'est lorsqu'on raconte que l'ensemble de la société industrielle pourrait se réformer sur cette base. On peut concevoir un vaste secteur de petits boulots ouverts à tous les exclus du travail classique : retraités désireux de travailler un peu, jeunes mal formés, etc., y compris dans des productions de haute technologie, mais ces entreprises resteront marginales. Les vertus (pour le capital comme pour les salariés) de l'économie « différente » n'existent que parce que ce secteur est parallèle à l'économie normale : supprimer son caractère de marge en l'étendant à l'ensemble, c'est lui enlever du même coup [ses avantages](#). De plus, *Small is Beautiful* ne peut être un slogan pour tout le monde. Même avec l'informatique, le télétravail, la télécommunauté, etc..., les entreprises géantes demeurent nécessaires. Il faut encore concentrer des masses humaines au travail et leur donner ainsi le moyen de s'organiser pour se protéger, se faire reconnaître un statut, et peut-être aussi... s'attaquer au salariat.

L'épopée du capitalisme « libéral » est un mythe d'origine, fort utile mais démenti par les faits. *De tout temps l'industrialisation a bénéficié d'une aide puissante de l'État.* Aujourd'hui encore, malgré les apparences, le capital le plus efficace, celui qui affronte le mieux la crise, aux E.-U. Et au Japon, est solidement organisé et appuyé [sur l'État](#).

une « société des activités » est impossible car l'existence de travail prive cette activité d'enjeu

Drancourt préconise une civilisation de l'activité où le travail serait une des activités parmi d'autres. Mais il rêve, car le capital tend à *tout mettre dans le travail* : toute la vie, toute la personnalité. La contradiction devient insupportable quand le travail se retire, comme la mer sur une plage, laissant une vaste zone où l'on ne sait que faire, dominée par la consommation qui n'est pas, même si elle joue à l'être, une activité, car elle ne réalise que des relations par procuration. On achète une relation à travers un objet, mais *ce n'est pas une relation*, d'où le problème. 35 ou même 15 heures de travail absorbent les capacités d'agir et de vivre. Le bricolage généralisé ne satisfait pas le besoin d'humanité. Ce n'est qu'un jeu, mais un jeu appauvri, sans enjeu.

Après nous avoir poussés à tout mettre dans le travail, on nous incite à nous « investir » en dehors. Mais cet espace hors-travail sera toujours amputé, dépourvu de véritables risques et de perspectives. On n'engage profondément rien de nous-mêmes dans des sports, des voyages, des travaux manuels, des spectacles, car le travail reste la seule sphère où l'on transforme *pour de vrai*, la seule où l'on transforme effectivement le monde. Le reste n'agit que sur les à-côtés. Nous pourrions à la rigueur recréer notre mobilier par un savant bricolage, non bâtir notre habitation, pas plus que produire notre nourriture, choisir véritablement nos moyens de transport, etc... Il est bien connu que le monde moderne tend à tout spécialiser, à tout confier à des institutions. Naissance, mort et vie affective relèvent désormais toutes les trois de la médecine (maternité, maison de retraite, psychiatrie -notons en passant qu'en France un lit d'hôpital sur quatre se trouve dans un HP). On ne nous laisse que ce qui ne porte pas à conséquence sociale. Dans la sphère privée, par contre, tout est permis... tant qu'on entre pas en conflit avec l'organisation de la société.

Le travail *fait* notre vie, le reste compense. L'art moderne, et les voyages exotiques peuvent se donner des airs d'aventure, ils peuvent même réussir dans le faux -semblant ; ils indiquent seulement que la rue, l'immeuble, les lieux où nous vivons ne nous proposent alternativement qu'un travail ennuyeux et un jeu sans gain ni perte.

En libérant l'activité humaine du travail, la révolution ne transformera pas tout en un jeu, mais intégrera le moment et l'espace de la production à l'ensemble de la vie sociale, comme chez les Sianes avant la hache de fer.

le travail n'éclatera pas tout seul de l'intérieur

On ne peut concevoir que les absurdités du travail suffisent à le faire sauter. *Tant qu'il n'y aura pas de révolution*, elles se briseront en cas de crise pour se recomposer après (et nous sommes et serons les morceaux!). Il n'y aura jamais d'auto-dissolution du salariat, par décalage démesuré entre l'accroissement de la productivité et la part décroissante de l'effort humain direct qui la permet.

Le travail, et plus encore le salariat, ont hypertrophié une des composantes fondamentales de la vie humaine et l'ont mise au-dessus des autres, à un degré tel que cet aspect fini par ébranler l'édifice d'où il domine et dirige maintenant toute la vie, et qu'il n'arrive pas à s'auto-réformer. Pour le détrôner, pour faire en sorte que la production des conditions matérielles d'existence cesse de régner en maître sur les êtres humains, il ne suffit pas que les termes de la contradiction s'écartent jusqu'à la rendre intenable. Il n'y a pas d'auto-destruction automatique quand un point limite sera atteint, voire dépassé.

De la même façon, la ville, autre excroissance humaine devenue un monstre dévorant, finit par se paralyser elle-même. A contempler le niveau de minéralisation actuelle, à le

comparer avec les gravures représentant les villes européennes il y a seulement deux ou trois siècles, on est tenté de demander : jusqu'où ira-t-on ? Mais il n'y a pas de seuil indépassable exigeant de lui même un bouleversement : il y a seulement des limites qui forcent à une destruction partielle pour sauver et redévelopper l'ensemble. Comme la ville, le travail est typique de la croissance de la vie sous le capitalisme. L'industrie a modifié des systèmes d'échanges physiques, chimiques, biologiques qui incluent l'affectivité en toutes les relations. A un certain seuil de croissance, les chaînes d'effets et de causes sont modifiées ou même se rompent, faisant obstacle à la reproduction sociale. Mais en l'absence de révolution, le système bloqué se constitue autrement : le travail comme la ville vont chercher ailleurs des sources de vie, s'auto-mutilant, modifiant leurs texture interne pour s'adapter.

nous sommes à une charnière où l'universalité de l'être humain, bridée par le travail mais ressurgissant dans les contradictions du travail, est plus accessible

Un nouveau mode de vie (non un nouveau système social) tente de s'instaurer, mais la fragilité des ses bases rend possible une action révolutionnaire beaucoup plus globale qu'après 1917. Aujourd'hui, la banquise est loin de fondre, et le reflux contre-révolutionnaire des années 70 n'est pas enrayé. Mais la crise du travail (qui détermine l'actuelle évolution sociale, la « crise » économique, la restructuration, les réalignements politiques et non l'inverse), offre une nouvelle perspective historique à moyen et long terme.

Le capitalisme va redevenir fragile alors même qu'il a le vent en poupe (vogue des entrepreneurs, conservatisme dominant derrière le discours rénovateur, qu'on voit jusque dans les propos d'un récent ministre (Lang) souhaitant « réconcilier culture et esprit d'entreprise »), parce que le nouveau système de production n'est pas prêt, de même que les conditions sociales nécessaires au triomphe de l'OST n'étaient pas réunies à la fin du XIXe siècle. Ni la grande défaite revendicative subie par les prolétaires depuis une dizaine d'années, et qui va continuer, ni le retour des valeurs réactionnaires ne peuvent empêcher une déstabilisation du capital qui, malgré sa force, va manquer d'assise. Les innovations techniques butent sur un cadre social inadapté. Ce sera l'objet d'un autre texte de montrer comment la vigueur capitaliste s'ajoute à une crise sociale profonde que cette vigueur ne résout pas. Or elle ne peut réformer la civilisation salariale qu'en apportant une solution à cette crise.

Ces tendances de fond ne signifient pas que nous entrions dans une phase « finale ». S'il n'y a pas de révolution ou si elle échoue, on verra des catastrophes comme 1914-1918, 1939-1945, des guerres civiles capitalistes comme en Espagne après 1936, des éruptions à répétition dans le tiers monde...

Le communisme c'est l'universalité de l'être humain. La révolution, c'est l'universalisation, la rupture des séparations, des communautés fermées, des pratiques coupées les unes des autres. Ce qui prépare la révolution, c'est ce qui va vers l'universalisation, sans la réaliser bien entendu, mais en portant au point le plus élevé la contradiction entre un monde socialisé et qui ne peut vivre humainement qu'en se communisant, et tout ce qui organise et perpétue cette vie dans des communautés partielles. Là où on va le plus vers l'universalisation forcément négative en ce moment, là peut se former le prolétariat.

Les réformateurs comme Illich nient cette universalité. Ils copient le programme communiste dans leur désir d'*Une société sans économie* (Illich, Seuil, 1977), mais dénoncent le mal sans y voir le moyen d'en sortir. Illich comprend la transformation que représente l'économie : au lieu de faire une chose, on est en mesure, ou plus généralement on est forcé, de l'acheter. Mais ce qu'il ne voit pas, c'est que par ce même mouvement

l'économie a socialisé l'homme et posé les conditions d'une communauté humaine. Illich souhaite une société qu'il nomme « vernaculaire », comme chaque [ethnie](#) a sa langue vernaculaire (reprenant le sens originel du mot : ce qui est *de la maison*), par opposition à ce que procure l'échange.

Il ne suffit pas de dire qu'Illich aurait raison mais qu'il ignore « la révolution », comme si la perspective communiste était l'addition de l'écologie et de l'insurrection prolétarienne. Bien sûr, la solution illichienne de l'exemplarité de [petites communautés de base](#) faisant tâche d'huile tourne le dos à une révolution. Mais la différence entre la critique d'Illich et la critique communiste porte sur un point beaucoup plus fondamental que la nécessité d'une révolution violente et de masse.

Illich nie ce qui, dans et par le travail, a déjà universalisé l'être humain, l'a uni potentiellement à tous les autres ; et c'est *pour cela* qu'Illich prône le repli sur de petits groupes. Au lieu de faire quelque chose, on l'achète : voilà la logique du capitaliste. Au lieu de l'acheter, Illich voudrait qu'on [le fasse](#) : voilà ce qui s'approche de la critique radicale pour s'en éloigner et s'y opposer. *Le communisme n'est pas le contraire du capitalisme.*

La même négation de la contradiction inhérente au travail se retrouve chez d'autres qui, eux aussi, reprennent une partie de la critique communiste détournée de sa totalité. Leurs théories systématisent un « air du temps », né de l'évidente inadéquation du « marxisme » idéalisateur du développement des forces productives à la crise sociale actuelle. Elles constatent la faillite de ce marxisme là, les transformations de la classe ouvrière ; la restructuration, le désormais célèbre « [déclin du PCF](#) », et en déduisent une nouvelle solution axée sur un néo-prolétariat. Cette théorisation a son versant réformiste, exposé par exemple par un vieux routier du passage pacifique au socialisme comme A. Gorz, et son versant révolutionnaire dans les divers groupes de « l'autonomie ». Mais même si certains en tirent des perspectives radicales, cette vision est fautive dans sa version révolutionnaire comme dans sa version réformiste.

Ce que Gorz mais aussi les autonomes ne comprennent pas, c'est que le travail, dans les « bunkers » de la production comme chez les précarisés, est l'aliénation *la plus lourde et la plus riche*, celle qui concentre et *contient toutes les autres*. Le point commun entre le métallo ayant vingt ans de maison chez Toyota et le nettoyeur intérimaire du métro est infiniment plus important que ce qui les distingue. Dans leur travail, pour l'un comme pour l'autre, le capitalisme met non seulement ce qu'il y a de *plus décisif pour la société*, ce sur quoi elle repose, ce sans quoi elle ne pourrait pas continuer, mais aussi ce qu'ils ont de *plus humain*. Le sommet de l'inhumanité est le travail, et la glorification par l'ouvrier de son propre travail est bien le comble de la crétinisation. Mais seulement PARCE QUE le travail met en jeu des forces humaines bien plus fondamentales, plus essentielles à l'être humain, que ne le font les autres domaines où nous découpe le capitalisme.

Il est vrai que la vie privée est le lieu d'actes et de décisions qui nous importent beaucoup plus. Mais comme on l'a vu, ces gestes ne modifient pas en profondeur la société et donc nous mêmes comme le fait le travail. Personne ne niera que la vie affective soit d'une richesse et d'une importance immenses, mais ce n'est pas elle qui nous fait devenir ce que nous sommes. C'est au contraire les cadres sociaux successifs qui tous fonctionnent sur le modèle du travail, à commencer par l'école, qui modèlent la vie affective, et nous ne pouvons qu'y faire des choix entre des options déterminées par l'univers salarial.

L'ancien mouvement ouvrier aujourd'hui déconfit faisait l'apologie de travail, et en particulier du travail ouvrier, parce qu'il ambitionnait d'hériter des mains capitalistes le monde industriel et de le développer à sa manière. Même dans la vision révolutionnaire, l'ouvrier était central parce qu'il aurait pu, lui, s'emparer un jour des machines, des usines, de tout ce qui anime la société, ce dont le coiffeur était incapable.

La crise contemporaine annoncée à la fin des années 60, aggravée depuis malgré la défaite

du mouvement contestataire, et accélérée par la modernisation tâtonnante du capital, oblige à voir que ce n'est pas *l'ouvrier* qui est au centre de la perspective révolutionnaire, mais *la critique du travail*. La place des ouvriers comme des autres est déterminée par cette centralité. Peu importe de théoriser l'ouvrier, la marge, ou un cocktail des deux. Les actifs, et particulièrement les actifs ouvriers, joueront un rôle essentiel dans un mouvement communiste renaissant. Mais la critique du travail n'est pas la capture de l'économie par ceux qui ont la chance ou la malchance d'avoir un emploi : elle est la destruction de la sphère de la production matérielle comme dictateur-serviteur distinct de la société. Il serait absurde que la destruction du temps et de l'espace productifs comme moment et lieu séparés soit l'oeuvre des seuls « productifs ». Livrés à leurs seules forces, les actifs, et pas seulement les ouvriers protégés, mais aussi [les précaires](#), ne se poseraient que *leur* problème d'actifs. Pour qu'ils ne s'y limitent pas, il faut qu'au même moment la crise du travail remue la société au point de faire sauter les barrières des séparations et des communautés partielles dont l'existence est, en dernière analyse, fondée sur la séparation par excellence entre travail et activité au sein d'un même être humain.

